

Ceuta et Melilla, deux ans après

Le 6 octobre, mobilisons-nous pour les droits des migrants

Durant l'automne 2005, 11 personnes sont décédées suite aux tirs à balles réelles lancés contre des migrants tentant de franchir collectivement les grillages de Ceuta puis ceux de Melilla. Quelques jours plus tard, des centaines de migrants avaient été abandonnés dans des zones désertiques de l'est et du sud par les autorités marocaines, sans provisions ni eau suffisantes pour pouvoir survivre. Suivront alors des norias de cars et d'avions qui déplaceront les migrants d'une région à l'autre du Maroc, de camps militaires en camps de rétention, et en expulseront une partie, avec l'aide de leurs ambassades respectives, vers leurs pays d'origine.

L'Union européenne n'a quand à elle jamais reconnu la moindre responsabilité dans ces événements pourtant dictés par ses mesures ultra sécuritaires de contrôles de ses frontières, frontières qui se déplacent de plus en plus au sud au fur et à mesure de ses pressions sur les pays de transit et de départ.

Deux ans après, aucune enquête permettant de faire la lumière sur ces événements n'a été rendue publique, **les victimes demeurent anonymes** et la répression continue à s'abattre sur les migrants, en atteste les arrestations et **refoulements de décembre 2006** et la répression aux abords du **CAMPUS de la ville de OUJDA en Juillet 2007**.

7 octobre, journée internationale de solidarité avec les personnes migrantes

C'est en référence à ces événements tragiques que le Forum Social Européen (Athènes, mai 2006), le Forum Social Mondial sur les Migrations (Madrid, juin 2006) et la Conférence non gouvernementale euro-africaine (Rabat, juillet 2006) ont appelé à faire du 7 octobre une journée internationale de mobilisation pour les droits des migrants.

Pour nous, associations et organisations travaillant au Maroc, cette journée de solidarité sera d'abord une journée d'hommage aux victimes de cette « guerre aux migrants » que nous refusons, qui s'est déroulée aux abords de Ceuta et Melilla et se poursuit à OUJDA et au large des îles Canaries et des côtes africaines. Elle sera une journée de mobilisation pour le respect effectif des droits de l'homme aux frontières. Elle sera notamment :

- une journée de solidarité avec tous les migrants morts aux frontières terrestres et maritimes
- une journée de solidarité avec tous les migrants refoulés du Maroc et avec l'ensemble des migrants aujourd'hui retenus sur le sol marocain ou dans d'autres pays de transit du fait de la fermeture des frontières européennes et des pressions exercées par l'UE sur ces pays pour qu'ils prennent en charge la gestion des flux migratoires, sous-traitance de l'UE que nous dénonçons
- une journée de solidarité avec les réfugiés et demandeurs d'asile empêchés par la politique européenne d'externalisation du droit d'asile, de déposer leur demande auprès du pays de leur choix et qui ne bénéficient au Maroc ni des droits, ni de la protection qui leur sont dus.
- une journée de solidarité avec les migrants sans-papiers expulsés par les polices européennes vers les ports et aéroports Africains.
- Une journée de solidarité pour que l'ensemble des droits des migrants, tels qu'ils sont déclinés dans les textes internationaux soient appliqués, et en particulier pour que le droit, consacré par l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « de quitter tout pays, y compris le sien » soit respecté.

Nous rappellerons notre adhésion au Manifeste de Rabat, adopté lors de la Conférence non gouvernementale euro-africaine « Migrations, droits fondamentaux et liberté de circulation » et nous

soulevons en particulier la nécessité pour les autorités marocaines et espagnoles, ainsi qu'européennes de :

- Mener une enquête impartiale et publique sur le déroulement des événements de la nuit du 28 au 29 septembre à Ceuta et du 5 au 6 octobre à Melilla et d'enclencher des poursuites contre les auteurs et responsables de ces crimes
- Veiller au respect inconditionnel des droits fondamentaux de la personne humaine, tels qu'ils sont reconnus dans la déclaration universelle des droits de l'Homme, pour tous et en tous lieux, ainsi qu'à l'ensemble des droits compris dans les Conventions spécifiques relatives aux réfugiés et aux migrants,
- Mettre fin à toute politique sécuritaire anti-migratoire et non respectueuse des droits de la personne et en particulier à la criminalisation des migrants,
- L'arrêt de toutes pressions, économiques ou politiques, de la part de l'Union européenne ou de ses Etats-membres, envers les pays « tampons » comme le Maroc et en particulier la fin immédiate de toute mesure de sous-traitance de la gestion du contrôle des frontières de l'Europe et de celles tendant à transférer aux pays du Sud la charge de la sélection des réfugiés et de l'expulsion des migrants.

Nous appelons toutes les organisations et toutes les personnes désireuses de se joindre à cet appel à :

Une conférence meeting sur les violations des droits humains aux frontières, le samedi 6 octobre dans la ville de OUJDA à partir de 10.30h

Un rassemblement d'hommage aux victimes de Ceuta et Melilla et à l'ensemble des victimes aux frontières, le samedi 6 octobre 2007 à 21h, devant le CAMPUS de OUJDA

Pour tout contact mail : conferencemigrations@gmail.com (ou) hicham.baraka@gmail.com

TEL: +212 67 71 65 24

Le comité de suivi.

Manifeste-euroafricain@rezo.net - <http://listes.rezo.net/mailman/listinfo/manifeste-euroafricain>